

Du « BTS au tribalisme » ou comment dénigrer une région à travers un hommage

Par : Guentas Elaâtra

Sans entrer dans une guerre des mémoires, nous avons cherché à savoir qui est l'auteur de l'hommage rendu au colonel Amirouche (El Watan 29 et 30 mars 2004), 42 ans après l'Indépendance algérienne. Hommage personnel rendu au détriment d'une région et de sa population dont la transmission intergénérationnelle s'est toujours faite à partir de récits de tués, de séquestres, de famines, de déportations (Corse et Cayenne), de dépossessions et d'agressions culturelles. Nulle part nous n'avons trouvé cité, pour faits de guerre, le nom du général-major en retraite Benmaâlem. Après enquêtes auprès de combattants, de militants aurésiens durant la Révolution et d'historiens de différents bords, leurs réponses furent identiques à cette source. Celle-ci nous renseigne sur son parcours et nous indique que le général-major, qui se présente : « secrétaire du colonel Amirouche pendant la Révolution », est parti en retraite en 1991 avec un grade de général-major, les combattants aurésiens sont tombés au champ d'honneur sans grade.

Le général-major nous assure « avoir vécu et vu personnellement le tribalisme des aurésiens », lors de la mission confiée au colonel Amirouche dans les Aurès, après le congrès de la Soummam. Il n'est pas question pour nous de douter des affirmations du général-major mais les insinuations et les contres vérités contenues dans son hommage ne peuvent nous laisser, comme d'habitude, indifférents.

Certes « la propension à des glorifications disproportionnées et l'inclination à des condamnations improvisées portent préjudice à sa crédibilité... » (Capitaine Abderrezak Bouhara). Nous savons aussi que nul ne détient une vérité absolue, surtout s'agissant de la Guerre d'Indépendance algérienne et que « le genre qui convient le mieux à la falsification de l'histoire est l'examen d'un problème en pièces détachées ». Il nous semble, aussi, que la mémoire personnelle, chargée de subjectivité, ne peut prétendre refléter l'histoire nationale d'un peuple.

Combien furent-ils et sont-ils les ennemis des Aurésiens, qui s'évertuent, de différentes manières, à vouloir effacer de la mémoire collective que « les Aurès avaient été longtemps le symbole de notre marche vers l'indépendance. Il est indéniable qu'en attirant une partie des troupes françaises sur leur terrain, en raison de l'âpreté de leur lutte les Chaouias ont permis à d'autres wilayas de parachever leur préparation pour rentrer de plein pied, avec une plus grande efficacité, dans le conflit libérateur. »

Que de mensonges et de mythes ont été déversés sur une population dont les plaies ne sont pas encore cicatrisées et certaines ne le seront jamais. Population qui n'écrit pas pour se mettre en avant ou pour se placer sur un quelconque piédestal. Piédestal, dont elle n'a pas besoin, puisque, pour elle ne prime que le devoir accompli : vivre libre

!!

Il nous paraît inconvenant voire insultant de prétendre « témoigner pour l'histoire » devant les Aurésiens dont les mémoires sont encore vives, vivaces et vivantes, malgré leurs silences !

Le général-major veut ignorer TOUS les facteurs qui ont motivé les révolutionnaires aurésiens et qui ont décuplé leurs sacrifices pour se libérer en libérant leur pays. Il est aberrant de constater, que ce soit du côté des pouvoirs successifs ou à travers certains individus, comment la maturité politique s'absente lorsqu'il s'agit de parler de cette région et du déroulement de la guerre dans sa réalité ou du moins de ce que l'on peut en révéler aujourd'hui, sans craintes de règlements de compte personnels ou régionaux, car les raisons des voiles et des brouillards, instaurés à titre individuel ou collectif, se situent là !

Raisonnement comme le général-major c'est verser dans la controverse voire la polémique stérile, il est plus plausible pour tenter de comprendre ces événements et leurs acteurs de revenir au développement du conflit, à travers un rappel de quelques faits décrits dans des sources qui ne peuvent être démenties dans leur contenu.

Le général-major arrive à oublier l'essentiel des raisons des méfiances aurésiennes qu'elles soient vis-à-vis des combattants de l'intérieur ou de l'extérieur. Méfiances dues aux multiples difficultés imposées par la nature du conflit des « va nu-pieds » contre la quatrième puissance militaire de l'époque qui voulait se venger de sa défaite pétainiste de 1940 et de sa défaite indochinoise. Puissance qui bénéficia de l'aide matérielle de ses partenaires de l'Alliance atlantique. Dès 1955-56, les USA lui livrèrent des B26 et des chasseurs bombardiers Corsair.

Le général-major ignore ou minimise la présence américaine dans le conflit, présence qui se manifesta aussi dans le renseignement, bien avant le déclenchement de la Révolution comme le rappelle ce chercheur américain : « en septembre 1952, un rapport de la CIA prévoyait un développement de l'agitation nationaliste et notait que l'importance de la population d'origine européenne ferait du problème algérien, un problème infiniment plus difficile à résoudre que celui de la Tunisie ou du Maroc.. ».

Cette aide dans le renseignement ne fut pas seulement celle des pays de l'Alliance atlantique, il y eut d'autres services et même certaines personnes. Nous citerons deux exemples connus par tous ceux qui s'intéressent de près à cette guerre :

- Depuis sa création le MOSSAD agissait en Algérie ainsi que le révèle cet acteur de premier plan : « les relations entre le SDECE et le MOSSAD sont d'ailleurs excellentes, les nuages ne viendront qu'avec le général de Gaulle et la « piscine » ne s'oppose pas à des relations directes et discrètes entre le deuxième Bureau d'Alger et celui de Tel-Aviv pour tout ce qui touche à la guerre d'Algérie. La liaison s'effectue par l'intermédiaire d'un pharmacien de la rue Michelet dont un frère, émigré en Israël depuis 1947, appartient précisément au MOSSAD. Elle subsistera

jusqu'en 1961 et fournira, dans certains domaines des informations souvent plus précises que celles du SDECE et toujours plus fraîches ».

-ce partenariat se poursuivit jusqu'au Moyen-Orient «... Enfin, les liens noués jadis entre les communautés minoritaires, juives, coptes ou italiennes subsistent. Le MOSSAD en bénéficie... ».

- N'est-ce pas Nicolas Cocavessis, Grec parlant parfaitement l'allemand, l'italien, l'anglais et le français, agent des services de renseignement français, qui se fit engager comme radio, sur l'Athos et qui fit échouer l'opération du transport d'armes pour les maquis algériens ?

« Certes, la France aurait connu un jour ou l'autre d'importants problèmes, car, dans le contexte international, le pays se trouvait inéluctablement engagé sur le voie de l'émancipation et, donc, de l'indépendance. Mais l'absence au 1er Novembre 1954 d'un foyer insurrectionnel armé dans l'Aurès aurait très certainement changé le caractère de la révolte : rappelons-nous les hésitations des Kabyles eux-mêmes surtout après l'échec de leurs tentatives pour s'emparer d'armes dans la Mitidja ». Est-ce une version aurésienne de dénigrement sur une autre région combattante, tel l'article du général-major ? Non, nous retranscrivons, sans transformation, une source du camp adverse.

Le tribalisme supposé des Aurésiens :

La lecture ethniciste du général-major résume des difficultés liées, à la fois à la forme du conflit, une guerre révolutionnaire, et aux moyens matériels et humains disproportionnés des adversaires en présence au seul fait « tribaliste ». Transformer des faits de guerre en comportements tribaux pour quels buts ? Préférer asséner « ses » vérités plutôt que de rechercher les tenants et les aboutissants de comportements qu'il qualifie froidement « de tribalistes » pourquoi ? Le général-major oublie qu'un événement produit plusieurs versions et comportements surtout en période de guerre révolutionnaire. Tomber dans la simplification en traitant d'une période complexe et compliquée, l'auteur ne risque-t-il pas de ternir sa propre image et de dévaloriser l'hommage à un héros ?

Le général-major, tel le lieutenant-colonel Caillet, tels les relais du pouvoir colonial habituels, les membres des SAS et les harkis qui se battaient pour conserver « l'Algérie française », semble pencher pour des tares génétiques tribalistes des Aurésiens. Visions qui firent créer, à l'ethnologue Jean Servier, la première harka, la première SAS au général Paillard, dès le 2/11/1954, dans la ville de Ben Boulaïd (Arris). L'issue du conflit donne la mesure de ces visions ethnicistes qui perdurent chez le général-major. En suivant son raisonnement nous pouvons nous demander pourquoi le Président Zeroual ne s'est-il pas entouré de sa cour régionaliste et spirituelle tel Bouteflika depuis 1999 ? Pourquoi, depuis 1962, n'existent-ils pas de

partis régionalistes ou mouvements tribalistes dans les Aurès ? Si les pairs d'Omar Ben Boulaïd, adepte du pouvoir personnel, n'ont pas accepté sa domination c'est qu'ils savaient qu'il n'avait pas l'étoffe d'un « meneur d'hommes » tel son frère, Adjoul, Abbas et d'autres combattants aurésiens. Est-ce une vision politique ou « tribaliste » sachant qu'Omar voulait tenir sa légitimité du seul fait d'être le frère de Moustafa.

Fin octobre 1957, après la réunion du CCE à Tunis et sa visite à Bourguiba, celui-ci dira « ...N'oubliez pas que la Révolution algérienne s'est déclenchée, non seulement contre le pouvoir colonial, mais aussi contre les pouvoirs politiques algériens auxquels les fellaga reprochaient d'avoir échoué. Ils ont une méfiance malade des intellectuels. La réalité, pour eux, c'est le combattant de la montagne et son fils ».

Donc, dirons-nous comme Jean Vaujour « Je déteste les Mémoires modernes. Ils sont généralement écrits par des gens qui ont complètement oublié leurs souvenirs et n'ont jamais rien fait qui vaille qu'on se le rappelle. Il vaut certainement mieux laisser à des historiens le soin de reconstituer le déroulement d'événements aux conséquences capitales pour notre pays au cours de ce siècle. Encore faut-il fournir à ceux-ci les matériaux qui leur seront nécessaires... ». Matériaux et non idées personnelles.

Le général-major ne nous éclaire pas, par exemple, sur l'origine sociale et l'âge de ces valeureux combattants qu'il découvre pour la première fois, savait-il qu'Adjoul, est âgé de 32 ans, Chihani et Abbas ne comptabilisent pas 50 ans à eux deux. Savait-il ce que ces résistants recommandaient ou pensaient de leur cause ? C'est bien parce que ces combattants de terrain avaient mesuré, le subissant, le poids du rouleau compresseur qui les étouffait et qu'ils avaient compris la nécessité de conserver l'unité nord-africaine combattante pour aboutir aux Indépendances que « Chihani n'a pas accepté que Bourguiba, le Tunisien, brise le front de lutte nord-africaine, en se contentant de l'autonomie interne octroyée à son pays par la puissance coloniale qui, ainsi, a eu les mains plus libres en Algérie » (juillet 1955). Le 8 février 1958, Salan fit bombarder la population civile de Sakiet-Sidi-Youssef (Tunisie), qui paya un lourd tribut, n'était-ce pas ce que craignaient les « aurésiens tribalistes » ?

Concernant les « batailles tribales », Adjoul et Abbas ne reconnaissent-ils pas que « la Révolution a un seul chef et ce n'est pas Messaoud Benaïssa mais Si Chihani, Abbas n'hésitant pas à qualifier Benaïssa de traître à la CAUSE NATIONALE » ? Et si Adjoul parlant de sa mésentente avec Omar Ben Boulaïd dit « c'est une affaire de nidham. Rien de personnel, il a choisi de se rebeller contre l'autorité légitime. Libre à lui d'assumer cette responsabilité... ». Est-ce que le général-major dénierait aux Aurésiens les facultés intellectuelles pour penser politiquement ? Pourtant leurs comportements et leurs propos démentent et démontent sa thèse !

Pourquoi le général-major ne nous rappelle-t-il pas la Loi des « pouvoirs spéciaux » du 26 mars 1956, dont cinq décrets fixaient des mesures de sécurité qui seront mis au point en priorité. Ces décrets couvriront tous les crimes commis par l'armée

coloniale et permettront, le 11 avril 1956, au Gouvernement de rappeler 70 000 jeunes ayant déjà effectué leur service militaire légal. Selon le général-major ces militaires sont venus assister au spectacle « des tribalistes aurésiens qui s'entretuaient » ! Le 29 décembre 1956, est-ce pour assister à ce spectacle que la foule européenne algéroise hurlait « CRS dans les Aurès » ?

Pourquoi a-t-il volontairement amoindri la force de la réponse de François Mitterrand au déclenchement de la Révolution : «... Eh bien ! Non, cela ne sera pas, parce qu'il se trouve que l'Algérie, c'est la France, parce qu'il se trouve que les départements de l'Algérie sont les départements de la République française... L'Algérie, c'est la France et tous les moyens seront réunis pour que la force quelles que puissent être les difficultés et les cruautés de cette tâche, seront employées pour préserver la France ... ».

Selon de nombreuses sources, même les harkis de l'Aurès, s'ils ne furent, certainement pas, des enfants de chœur, ils ne se conduisirent pas comme Surcouf dont les anciens habitants de la Casbah n'ont pas oubliés « ...les bleus de chauffe dont le chef kabyle décoré de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, va se rendre célèbre sous le nom de Surcouf...Il est devenu une sorte de robot sanguinaire... ». Ces survivants rappellent que lorsque Adjoul se rendit à l'armée coloniale il ne fit pas autant de dégâts que d'autres supplétifs dans d'autres régions. Pourtant il était atteint de « tribalisme » selon le général-major...

Le sang versé, s'il rend compte du courage, il témoigne aussi de la sévérité de la lutte armée coloniale qui augmenta ses moyens et adapta sa tactique dans les Aurès, ce qui fit écrire à Maurice Laban (pseudo Mustapha) dans sa lettre publiée par le Canard Enchaîné, en mars 1956 : « parce que la pondération n'a servi à rien – L'Aurès a été mis à feu et à sang, enfants et hommes sans défense massacrés par milliers, tout cela qu'on ne l'oublie pas, non seulement par des légionnaires, mais aussi par les petits soldats français du contingent ».

Le général-major n'a ni vécu, ni vu de bombardements au napalm sur les Aurès par des B26, comme le représentent les photos de la collection de Georges Rougeot, car, comment aurait-il pu parler de « retrait de l'armée française » sans renier ses souvenirs ou ses blessures ?

De même, le témoignage de Aïssa Kechida relatant des faits qui se sont déroulés au moment de la préparation, du soulèvement de la Révolution, de l'accueil par les Aurésiens d'autres patriotes provenant de différentes régions, du comportement « nationaliste » des aurésiens emprisonnés sous les interrogatoires de la DST, etc. Quel que soit le fait « les chaouis montrent leur valeur » et démentent les affirmations « tribalistes » du général-major.

C'est par la confrontation des témoins et des faits qu'un début d'éclairage objectif peut naître sur la Révolution.

Climat malsain

Au « climat malsain dans les Aurès » traité par le général-major, nous lui signalerons quelques exemples qui prouvent que cette région et ses combattants, comparés à d'autres régions et personnes, peuvent continuer à honorer leurs mémoires dignement.

Quelques faits tirés de l'ouvrage de Mohamed Harbi, acteur et historien de la Guerre d'Algérie, démentent les affirmations du général-major :

- « au moment du congrès, les participants n'ignorent pas la mort du Ben Boulaïd » Nous faire croire que de mars 56 à août 56, soit 6 mois après l'assassinat militaire du dirigeant de la wilaya I, la presse colonialiste et les tracts de l'armée coloniale, décrivant l'assassinat de Ben Boulaïd, n'étaient pas parvenus entre les mains des « congressistes qui ne savaient pas la mort de Moustafa », de qui se moque-t-on ?

- La lecture des pages 160 à 170 explique, en partie, les griefs de certains responsables de la Révolution algérienne portés sur le congrès de la Soummam (20/8/1956), qui ne défavorisa pas seulement les « aurésiens tribalistes ». La lettre de Krim Belkacem, en page 171, nous renseigne sur la complexité de ce conflit et des hommes qui l'ont mené.

- Pourquoi, par exemple, avoir détaché Souk-Ahras du Constantinois pour ce congrès ?

Pourquoi le général-major ne nous informe-t-il pas sur le comportement malsain des militaires colonialistes qui assassinaient Ben Boulaïd et Larbi Ben M'Hidi pendant que d'autres responsables révolutionnaires s'entredéchirer. « ... Ferhat Abbas tient Boussouf, Bentobal et Krim pour des individus capables de tout, - Autrement dit, constate IKS (son secrétaire), sarcastique, on s'épie, on se méprise, on se hait. Décidément l'Algérie n'a plus rien à apprendre de la France» (général Jacquin, p. 226).

Et, pendant que Guy Mollet prônait que « le gouvernement entend donner à l'armée sa pleine efficacité », efficacité durement vécue par les aurésiens en priorité - « Dans les Aurès à Foug-Toub, Arris, Khenchel, Batna, j'ai vu mettre en place un formidable appareil de répression contre les quelques 300 maquisards qui, nous assurait-on, tenaient la montagne. Colonnes de blindés, unités de parachutistes, canons de 75, aviation, c'est un pays plongé dans la guerre que je découvris » (Robert Barrat).

D'autres responsables algériens rencontraient l'ennemi.
- « Le matin du 2 septembre 1955, je retrouvai le clandestin Omar dans un café. Il

me demanda sans ambages si je voulais rencontrer le Numéro Un de l'organisation clandestine, Ramdane Abane. J'acceptai son offre.

Je rencontrai Ramdane Abane dans une villa d'Alger. Je passai une journée entière à discuter avec lui. J'appris de sa bouche beaucoup de choses et notamment les conditions auxquelles le F.L.N. accepterait un cessez-le-feu. Mise à part la reconnaissance par le Gouvernement français du principe du droit à l'indépendance, elles étaient identiquement les mêmes que celles que m'avaient indiquées tous les Algériens que j'avais interrogés. Ces conditions, mon interlocuteur me laissait libre soit de les transmettre au Gouvernement français, soit de les rendre publiques dans le journal de mon choix ».

Nous ajoutons quelques dates d'autres rencontres révélées dans l'ouvrage du général Henri Jacquin, qui occupa plusieurs postes au sein des services secrets français en Asie et en Afrique du Nord de 1931 à 1962, certes ses informations sont orientées mais elles décrivent des actes. Ainsi on peut découvrir :

- « la réunion de Tunis ne devait d'ailleurs rien aux contacts noués au Caire le 12 avril 1956 entre les représentants du Parti Socialiste français et la délégation extérieure du FLN » (p. 143).

- « ...Khider possède l'adresse de correspondants à Rome, un certain Kaddour El Djazaïr et C. Younes, le premier est chargé de faire la liaison avec l'envoyé spécial de Guy Mollet, déclare-t-il. Le second cache l'identité de l'envoyé spécial Pierre Commin. Ces noms se retrouvent dans le rapport que Khider détient sur les rencontres des agents du FLN et des délégués secrets du Gouvernement français, le 25/7/1956 à Belgrade, en août à Rome, les 2 et 3/9/1956 à Rome de nouveau...et une réunion d'experts fin septembre 56 à Belgrade »

Le général Jacquin lève le voile sur un secret connu de quelques-uns : « Les services de renseignements auront très vite connaissance du document (Congrès de la Soummam) grâce à Tamzali, un industriel algérois acquis à la rébellion auquel Ben Khedda en a confié un exemplaire ». (p. 145)

Sa version sur le détournement, le 22 octobre 1956, par les autorités françaises de l'avion transportant les responsables du FLN, ne le fut pas grâce à des informations ou contacts auréseins, du fait de leur climat malsain constaté par le général-major !

Maquisards, militants et nombreux résistants de l'ombre savaient qu'ils pouvaient, à chaque instant être victime de l'imprudence de l'un d'entre eux ou de la délation des relais du pouvoir colonial. Frantz Fanon, thérapeute et engagé dans la révolution algérienne ne théorise-t-il pas que « Le peuple sous-développé doit à la fois prouver, par la puissance de son combat, son aptitude à se constituer en nation et par la pureté

de ses gestes qu'il est, jusque dans ses moindres détails, le peuple le plus transparent, le plus maître de soi. Mais tout cela est bien difficile ».

Par une visite le général-major ne pouvait savoir que l'Aurésien est allergique à la domination surtout lorsque le prétendant n'a pas prouvé sa qualité de meneur au combat.

Pour nous permettre de mesurer le « tribalisme » des Aurésiens, avec d'autres régions plus disciplinées et efficaces, le général-major aurait pu nous citer quelques actes de bravoures se déroulant ailleurs et qui ne pouvaient exister dans les Aurès du fait « tribaliste ». Nous lui remémorons quelques massacres et redditions, parmi des centaines d'autres, qui n'ont pas eu d'équivalence dans les Aurès et qui nous prouvent le contraire de ses assertions :

- Les massacres de « la nuit de la Soummam » du 13 avril 1956,
- Le ralliement de nombreux villages en « Petite Kabylie » au printemps 1956,
- Le massacre de Melouza (374 morts), en wilaya III, le 28 mai 1957 par les unités du FLN sous la direction du capitaine Arab sur ordre de Amirouche,
- Les contre-maquis qui arrivent à interdire l'accès d'endroits stratégiques aux révolutionnaires, dans l'Ouarsenis, Wilaya IV :
- Celui de Belhadj Djillali Abdelkader (deux bataillons composés de plus d'un millier d'hommes)
- Et le plus médiatisé, celui du Bachaga Boualam avec l'ensemble de son douar.

Selon certaines sources « la Bleuite », en Wilaya III et IV, de 1958 à fin 1960 provoqua 4 768 exécutions de cadres pour complot ou trahison après jugement, et les exécutions sommaires de résistants sans grade demeurent jusqu'à ce jour « secret d'Etat ».

- Secret d'Etat, aussi, « L'Affaire Si Salah (Mohamed Zamoun), Commandant politique et militaire de la Wilaya IV et ses deux compagnons » qui proposèrent la « paix des braves » et furent reçus à l'Elysée, le 10 juin 1960, par le général de Gaulle.

Il conviendrait de multiplier les enquêtes avant d'affirmer savoir après UNE VISITE dans les Aurès. Savoir contredit par les maquisards survivants, les militants(tes) des douars, des villages et des villes, dont le sang fut la chair de la lutte. Eux qui tombèrent plus d'une fois sans rencontrer une main amie, qui connurent la faim, la soif et la torture.

Le général-major ne se souvient pas des 2 millions de soldats français (plus leurs supplétifs armés et civils) qui ont été engagés face à 9 millions « d'indigènes » dont 2 350 000 déportés dans les « centres de regroupements ». « Une fois de plus, c'est

dans les Aurès qu'on trouve l'origine de ce fait. Grâce aux documents et témoignages recueillis nous sommes en mesure d'affirmer que les premiers centres de regroupements datent de 1955 et que leur réalisateur est le général Parlange ».

Les mythifications et mystifications ne peuvent avoir cours devant des survivants.

Amirouche

Si certains combattants et militants aurésiens furent en divergence politique, durant la Révolution, avec Amirouche, cela ne les a pas empêché de rendre hommage à ce héros dès 1962. Ils n'ont pas attendu une campagne électorale présidentielle pour s'exprimer.

S'agissant de l'interprétation et de la vision des Aurésiens sur la visite du colonel Amirouche dans leur région, quelques lectures ou enquêtes de terrain, y compris aujourd'hui, auraient permis au général-major de comprendre certaines de leurs réticences.

Les Aurésiens, viscéralement, légalistes et possédant des informations sur le déroulement du conflit, qui prenait des tournures qu'ils estimaient contraires à l'idéal de leurs engagements furent désemparés, face à la visite inattendue de Amirouche dans les Aurès en septembre 1956.

Les témoignages de plusieurs survivants démentent les affirmations du général-major :

- De nombreux résistants se souviennent qu'« un petit détachement l'accompagnait ».
- Adjoul précise que « j'ai bien reçu une invitation. J'ai envoyé deux tissals pour me faire préciser le lieu et la date. J'attends toujours la réponse ». Attente partagée par les responsables de l'Extérieur (Voir les pages citées de l'ouvrage de Mohamed Harbi).
- « Hadj Lakhdar note que Amirouche discute seul avec Tahar Nouichi »,
- « de quel droit venez-vous nous imposer vos discussions », la manipulation des Aurésiens, de leur histoire et mémoire durent encore aujourd'hui !

Au contraire, du général-major nous nous interdisons tout jugement sur ce héros, le témoignage d'un vieux villageois de Tiroual corrobore ceux des Aurésiens, même si le témoignage individuel ne soit jamais garanti d'infaillibilité et nécessite des vérifications approfondies : « ... je vis une tragédie. Je dois continuer le combat noble menant à l'émancipation, mais que vienne rapidement l'indépendance. Il ne faudrait pas qu'elle traîne en longueur : car sinon le jour de l'Istiklal, il ne restera ici qu'Amirouche et Dieu »

Celui d'un autre héros ne peut être diffamant : « C'est la première fois que je vois Amirouche... Il ne parle qu'extermination des traîtres qui, selon lui, envahissent la Kabylie. Impossible de lui faire entendre raison. Il a réussi à contaminer Si M'Hamed

qui n'est plus le même depuis son voyage en wilaya III, et portera en wilaya IV la folie des purges ».

Chacun a publié sa version et ses commentaires, la vérité n'étant pas là, la modestie devrait primer. Les archives les plus intéressantes, « ...monceau de papiers estampillés « confidentiel », « secret », « très secret », en Algérie et en France, n'étant pas accessibles, y compris, aux chercheurs, celles mises à leur disposition sont de moindre importance.

Que l'ancien secrétaire d'Amirouche veuille honorer son supérieur, c'est à son honneur mais confondre hommage personnel et vérité historique en discriminant une population dont la légendaire bravoure, l'honnêteté et le légalisme sont reconnus et écrits par tous ceux et celles qui l'ont réellement côtoyée, nous ne pouvons « tendre la joue gauche en plus de la joue droite ».

Les sources françaises qui ne portaient pas les « Hors La Loi des Aurès » dans leur cœur avouent :

- Parler de quadrillage, de bouclage classique sur ce terrain effroyable grillé par un soleil qui ne pardonnait pas aux troupes métropolitaines, était une amère rigolade... Et dans les Nememchas les chamois étaient des tigres... ».

- Bigeard parlant du 8 juin 1956 dans les Nememchas : « cette bande est remarquablement commandée, gonflée, disciplinée... était commandée par Laghrour Abbès, chef de la rébellion pour l'Est constantinois, bande courageuse, manoeuvrant remarquablement... » « ... je mentionnais également la valeur du chef rebelle, manoeuvrant admirablement après avoir défendu des positions très bien organisées ».

« son secteur (commandant français) était infernal, et en face de lui, il avait les bandes fellagas les mieux organisées et les plus puissamment armés d'Algérie. Dans les Aurès-Nememchas la rébellion était née et s'était fortifiée... ».

Le récit de combats de Monsieur Abderrezak Bouhara (kabyle), qui débuta djoundi en 1956 dans la zone Aurès-Nememchas, est un désaveu au « tribalisme » constaté par le général-major : « la complexité du combat mené par le FLN et l'ALN rend parfois imprévisibles les réactions des hommes. Les exigences de cloisonnement indispensables à la préservation de leur organisation, ont leur revers de la médaille... ».

« Les Aurès constituent une région emblématique dans la Révolution de Novembre. Il s'agit là de données historiques indéniables. Il n'existe pas de régularisation avec effet rétroactif quand il s'agit des faits clairement établis de l'histoire ».

Laghrour Abbas

Des Ouled Boussaka (Amammra) dirigeait les Aurès-Nememchas en disant « Je n'ai pas pris le maquis pour l'amour du pouvoir ». « Durant la seconde moitié du mois de juin 1956, Abbas se déplace à Kimmel et, toujours généreux, remet à Adjoul un mulet courbé sous le poids de munitions diverses... » « Quand il apprend la reddition de Adjoul il manifeste un grand mécontentement, il dit : « Adjoul aurait dû se battre jusqu'à la mort ! », un « tribaliste » ne saute-t-il pas de joie devant la reddition de son « ennemi », selon la thèse du général-major ?

« Laghrour en prison » information donnée sans précision par le général-major, est-ce pour raisons de divergences avec les autres révolutionnaires algériens ou avec le pouvoir tunisien, comme on peut l'imaginer, puisque « en décembre 1955, il s'est seulement rendu à Alinas pour rencontrer un groupe de combattants youcefistes invités par Abbas Laghrour qui leur a remis quarante millions de centimes et soixante armes automatiques pour activer le front anti-Bourguiba ».

Abbas a sacrifié sa vie, laissant une veuve et deux orphelins pour libérer son pays et son peuple de la nuit coloniale. Sa famille fut déportée à M'Toussa dès décembre 1954 et son père mourut sous la torture en février 1955, la comptabilité macabre remplit les dossiers de l'armée coloniale et hérite des insultes du général-major. La tombe de Abbas s'aligne à côté de celle de Amirouche !

Pour qui a vu le film français « L'Armée des Ombres » sur la Résistance française sait quelles sont les difficultés matérielle et humaine de combats disproportionnés. Tels sont les faits, à ce jour, suivant les témoignages de ceux qui rompt la loi du silence et les documents accessibles, le général-major en tire gloire et profits en travestissant leurs significations.

Comment conclure face à un flot d'injures qui méconnaissent l'histoire récente et ancienne des Aurès : Dihya (des Amammras), face aux invasions Arabes, n'a pas défendu uniquement ses champs, les Révolutionnaires du 1er Novembre 1954 furent dans la logique ancestrale. Zeroual, Président de la République, avait « jeté l'éponge » face aux manipulations politiciennes et médiatiques. En 2003, nous reçûmes le témoignage bouleversant de Gérard Fuchs qui découvrit les horreurs pratiquées par l'armée française dans les Aurès d'avril 1961 à avril 1962, « horreurs qui hantent ma mémoire brisée » nous confiait-il, puisse le général-major l'entendre.

Les Résistants français, face au nazisme, représentaient 20% de la population.

Irwin M. Wall, « L'influence américaine sur la politique française 1945-1954 », Balland, 1989, p. 393.

Henri Jacquin, « La guerre secrète en Algérie », Olivier Orban, 1977.

Achour Cheurfi, « La classe politique algérienne de 1900 à nos jours », Casbah, 2001, p. 90 : « Officier supérieur de l'ANP et membre désigné du Conseil de la nation (1997-2000). Né à Kelaât Abbas (Béjaïa). Licencié en droit de la Faculté de droit d'Alger. A rejoint l'ALN en 1956 en W. III où il a assumé diverses responsabilités. Après l'indépendance il a occupé plusieurs fonctions au sein de l'ANP et à la Présidence de la République dont commandement des 4ème et 2ème régions militaires, secrétaire du Conseil de sécurité et directeur de Cabinet de la Présidence de la République. Nommé général en 1984 et général-major en janvier 1991 ».

Mohamed Harbi et Gilbert Meynier, « La dernière frappe du révisionnisme médiatique », Confluences Méditerranée, N° 48, Hiver 2003-2004. Volontairement, nous utiliserons les mots aurésiens afin de répondre à la propre pensée du général-major.

Commandant Azzedine, « Les Fellagas », ENAG, 1997, p.148.

Les Résistants français, face au nazisme, représentaient 20% de la population.

Irwin M. Wall, « L'influence américaine sur la politique française 1945-1954 », Balland, 1989, p. 393.

Henri Jacquin, « La guerre secrète en Algérie », Olivier Orban, 1977.

Jean Vaujour, « de la Révolte à la Révolution, aux premiers jours de la guerre d'Algérie », Albin Michel, 1985, p. 420.

Lieutenant-colonel J. Caillet, « Hiver à Tebessa », Berger-Levrault, 1958.

L'unique Président « chaoui » depuis 1962.

Présentée par Bernard Michel, « Le Destin tragique de l'Algérie française », tom II, Ed. de Creville (Suisse), 1971, p. 166.

Jean Vaujour, « de la Révolte à la Révolution, aux premiers jours de la guerre d'Algérie », Albin Michel, 1985, p. 449.

Mohamed Larbi Madaci, « Les Tamiseurs de sable, Aurès Nememcha 1954-1959 », ANEP, 2001, p.107.

Mohamed Larbi Madaci, « Les Tamiseurs de sable, Aurès Nememcha 1954-1959 », ANEP, 2001, p.111.

Idem, p. 191.

Guy Mollet Président du Conseil, F. Mitterrand ministre de l'intérieur puis ministre de la justice et R. Lacoste, ministre résidant à Alger, tous socialistes. à l'Assemblée Nationale.

JO du 3/11/1954.

Présentée par Bernard Michel, « Le Destin tragique de l'Algérie française », tom II, Ed. de Creville (Suisse), 1971, p. 145.

Patrick-Charles Renaud, « Aviateurs en guerre, Afrique du Nord-Sahara 1954-1962 », Grancher, 2000.

Aïssa Kechida, « Les architectes de la Révolution, témoignage », Chihab Editions, 2001.

Tous les combattants et militants aurésiens à qui nous avons demandé d'écrire leurs biographies ont refusé, nous répondant : « le pays est libre que veux-tu de plus, n'oubliez pas les morts et les sacrifices, c'est tout ! »

Mohamed Harbi, « Les Archives de la Révolution algérienne », Jeune Afrique, 1982, p.167.

Dans les quotidiens colonialistes, non seulement les premières pages donnaient les gros titres, mais à l'intérieur existaient des rubriques spéciales « terrorisme et répression » détaillant le moindre fait !

Robert BARRAT, « Les maquis de la liberté, un journaliste au cœur de la Guerre d'Algérie », ETC/Entreprise Algérienne de Presse, 1988, (P. 89). Présentée par Bernard Michel, « Le Destin tragique de l'Algérie française », tom II, Ed. de Creville (Suisse), 1971, p. 67.

Frantz Fanon, « Sociologie d'une Révolution », Maspéro, 1960, p.10.

Note d'orientation n° 5, situation militaire du 27/7/1956 du 10ème. RM.

Bachagha Boualam, « Mon pays la France », France Empire, 1962.

Pierre Montagnon, « L'Affaire Si Salah, Secret d'Etat », Editions Pygmalion, 1987.

Bernard Tricot, « Les sentiers de la paix », Plon, 1972.

Michel Cornaton, « Les regroupements de la colonisation en Algérie », (préface de Germaine Tillion), Ed. Ouvrières, 1967.

Les Aurésiens en immigration, militaient au sein de la Fédération de France et dans leur région de naissance donc les informations circulaient des deux côtes de la Méditerranée.

Mohamed Larbi Madaci, « Les Tamiseurs de sable, Aurès Nememcha 1954-1959 », ANEP, 2001, p.191.

Mohamed Larbi Madaci, « Les Tamiseurs de sable, Aurès Nememcha 1954-1959 », ANEP, 2001, p.184 et 185.

Commandant Azzedine, Les Fellagas, ENAG, 1997, p.287.

Commandant Azzedine, Jean-Claude Carrière, « C'était la guerre, Algérie 1954-1962 », Plon, 1992. p.425

Jean Louis Planche, « L'incroyable affaire des archives d'Algérie », Les Nouvelles littéraires, novembre 1981.

Closterman, « Appui-feu sur l'Oued Hallaïl », Flammarion, 1960, p.171.

Bigéard, « Pour une parcelle de gloire », Plon, 1975, p.261.

Idem.

Abderrezak Bouhara, « Les viviers de la Libération », Casbah, 2001, p. 94.

Idem p.252.

Mohamed Larbi Madaci, « Les Tamiseurs de sable, Aurès-Nememcha 1954-1959 », ANEP, 2001, p. 186.

Mohamed Larbi Madaci, « Les Tamiseurs de sable, Aurès-Nememcha 1954-1959 », ANEP, 2001, p. 201.

Gérard Fuchs, « Algérie, Une mémoire enfouie », Denoël, 2003.
